



**Les droits des Roms
sont les droits de l'Homme.**

rassemblement le 11 avril

à Paris, devant la Préfecture de Région

**rendez-vous à 16H,
Place Albert Cohen, 75015
RER ligne C, Tramway ligne T3a
station Pont du Garigliano
ou à 14h30 devant la Mairie d'Ivry
pour un départ collectif**

**On nous
a expulsés,
et ça fait
maintenant
trois hivers
que nous
sommes
256
à la rue.**



L'URGENCE SOCIALE RECONNUE POUR LES BIDONVILLES LA JUSTICE SOCIALE ET LE DROIT DOIVENT ÊTRE APPLIQUÉS

5 ans : Il aura fallu 5 ans pour que la lutte commune des Roms, de la Municipalité, du Département, du collectif de soutien aux Roumains d'Ivry et d'une grande partie de la population, toutes sensibilités confondues, commence enfin à porter ses fruits avec la prise en charge en 2015 de 32 familles réfugiées dans le bidonville rue Truillot.

3 ans : il aura fallu 3 ans encore (2018) pour que les laissés-pour-compte de l'expulsion voient enfin l'espoir d'être à leur tour pris en compte dans un processus d'insertion solide. 256 personnes dont 80 enfants ont passé leur troisième hiver dans la rue, les squats, les bidonvilles ou des hôtels indignes pour une vie de famille.

En effet l'État vient de promulguer une instruction aux Préfets, instruction « interministérielle » (8 ministres l'ont signée) qui comporte beaucoup de points positifs.

L'État reconnaît :

- l'inconséquence des expulsions à répétition, inutiles et destructrices pour les habitants des bidonvilles ;
- l'inadaptation de l'hébergement en hôtel pour les familles et extrêmement coûteux pour les finances publiques.

Différentes mesures proposées par cette instruction vont dans le sens d'une prise en compte générale des habitants en situation précaire : elles devraient, si elles sont mises en application, en finir rapidement avec les bidonvilles et les squats dans notre ville, et ailleurs en France.

Mais ce sont des déclarations et l'État doit mettre en œuvre les moyens financiers nécessaires ce qui n'est pas le cas. Il ne peut se reposer sur les seules collectivités locales et territoriales. Ces moyens financiers existent au niveau européen et jusqu'ici ils ont peu été utilisés.

Le Mercredi 11 avril à 16h, nous rencontrerons le Préfet de Région pour exiger l'application de cette instruction du 25 janvier 2018 et entamer avec lui un dialogue en vue de la mise en place rapide de celle-ci qui, ne l'oublions pas, a pour objectif l'éradication des bidonvilles.

**EXIGEONS de l'État, ce qui a toujours été notre mot d'ordre,
NI EXPULSION NI BIDONVILLE**

VENEZ NOMBREUX SOUTENIR LES FAMILLES À LA RUE

le mercredi 11 avril à partir de 16h devant la Préfecture de Région
Place Albert Cohen, 75015 • RER ligne C, Tramway ligne T3a
station Pont du Garigliano

Un départ collectif en car est prévu à 14 h 30 devant la mairie.

**Les droits des Roms
sont les droits de l'Homme.**

collectif de soutien aux roumains d'ivry